



**RESEAU DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE
AU BURUNDI, « RIM »**

**RAPPORT SUR LES INDICATEURS DE
PERFORMANCES DES INSTITUTIONS DE
MICROFINANCE MEMBRES DU RIM**

Ce document a été publié grâce au soutien financier de World Relief, de Terrafina, du Fonds pour la Relance, les Conseils et les Echanges en microfinance « FORCE » et celui des membres du RIM.

EDITION 2007

Ce rapport a été préparé par Monsieur Ernest NGENDAKURIYO, Responsable de la base de données du Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi (RIM).

Des remarques ou commentaires pour que les prochains numéros du rapport des performances puissent satisfaire à vos attentes sont les bienvenus et peuvent être envoyés aux adresses du RIM suivantes :

Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi (RIM)

14, Avenue des manguiers, Rohero I

B.P: 1592 BUJUMBURA – BURUNDI

Tél. : (257) 22 25 19 58 / 22 25 37 11

Fax: (257) 22 25 37 10

Email: rimbangurundi@gmail.com

Site web: <http://rimbangurundi.org>

REMERCIEMENTS

Nous remercions sincèrement toutes les institutions membres du RIM: Caisse Coopérative d'Épargne et de Crédit Mutuel (CECM), Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'Enseignement (FSTE), Coopérative Solidarité avec les Paysans pour l'Épargne et le Crédit de Cibitoke (COSPEC), Fédération Nationale des Coopératives d'Épargne et de Crédit du Burundi (FENACOBUR), Union pour la Coopération et le Développement-Microfinance (UCODE-MF), MUTEC S.A. ainsi que Hope Fund Burundi s.a (HFB) qui ont accepté de participer à cette initiative en fournissant les différentes informations nécessaires pour établir le présent rapport de performances. Nous ne nous lasserons de dire que l'ensemble du secteur de la microfinance apprendra beaucoup de leurs expériences.

Nous remercions aussi tous les partenaires qui ne cessent d'appuyer les initiatives visant à améliorer la transparence financière en microfinance au Burundi. Comme on l'a déjà mentionné dans les rapports précédents, la transparence financière est bénéfique pour tous les acteurs du secteur qui sont:

1. **La direction et le Conseil d'Administration de l'institution de microfinance (IMF)** pour:

- ✚ Suivre les aspects clés des opérations
- ✚ Identifier les points forts et les points faibles
- ✚ Atténuer les risques
- ✚ Etablir des objectifs de performance
- ✚ Attirer les investissements

2. **Les bailleurs de fonds et les investisseurs** pour:

- ✚ Suivre le secteur de la microfinance
- ✚ Identifier les institutions prometteuses
- ✚ Etablir des cibles pour les investissements
- ✚ Evaluer les risques
- ✚ Suivre les investissements

3. **Les régulateurs** pour:

- ✚ Suivre la santé du secteur
- ✚ Etablir des normes prudentielles / directives de performance
- ✚ Déterminer la population servie / les produits utilisés
- ✚ Echanger les expériences

4. **L'association professionnelle (R.I.M)** pour:

- ✚ Etudier l'environnement local
- ✚ Evaluer et comparer les performances des membres
- ✚ Identifier les points forts et points faibles des IMF
- ✚ Promouvoir le développement du secteur

SOMMAIRE

	Pages
RESUME	5
INTRODUCTION	6
I. INDICATEURS FINANCIERS	7
I-1. Viabilité financière des IMF	7
I-2. Qualité du portefeuille	11
I-3. Efficacité et productivité des IMF	12
I-4. Gestion du bilan	16
I-5. Activité	17
II. INDICATEURS NON FINANCIERS	20
II-1. La clientèle	20
II-2. Points de service	21
II-3. Autres indicateurs	21
III. RATIOS PRUDENTIELS	22
III-1. Activités autres que l'épargne et le crédit	22
III-2. Réserve générale	22
III-3. Couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables	22
III-4. Limitation des risques portés par une institution	23
III-5. Limitation des risques pris sur un seul membre	23
III-6. Norme de liquidité	23
CONCLUSION	24

RESUME

Les performances des institutions de microfinance (IMF) membres du RIM ont été appréciées à travers 27 ratios regroupés en trois catégories: Indicateurs financiers, indicateurs non financiers et ratios prudentiels. Comparativement à l'année 2006, la majorité des indicateurs de performance ont régressés en 2007.

➤ Indicateurs financiers :

Les indicateurs financiers sont classés en cinq catégories :

- **indicateurs de rentabilité** : ils sont au nombre de six à savoir la rentabilité des fonds propres, le rendement sur actif, l'autosuffisance opérationnelle, l'autosuffisance financière, la marge bénéficiaire ainsi que le coefficient d'exploitation. Au 31/12/2007, ces indicateurs sont respectivement estimés à -5% ; 0% ; 115% ; 65% ; -9% et 233%. A partir de ces indicateurs, on conclut que la rentabilité des IMF burundaises est assez faible.
- **Indicateurs de qualité du portefeuille** : le niveau de qualité du portefeuille n'a pas été évalué car les institutions n'établissent pas toutes la balance des impayés. Elles doivent faire beaucoup d'efforts pour améliorer leurs systèmes d'information de gestion (SIG).
- **Indicateurs d'efficacité et de productivité** : ils sont au nombre de six(6) à savoir la productivité des agents de crédit, la productivité du personnel, le rendement du portefeuille, les charges d'exploitation rapportées au portefeuille crédit, ratio des frais généraux et le ratio des charges du personnel. Ils sont respectivement estimés au 31/12/2007 à 743 ; 365 ; 34% ; 66% ; 44% et 18%. On conclut que les charges d'exploitation sont assez élevées par rapport aux produits d'exploitation obtenus par les IMFs.
- **Indicateurs de gestion du bilan** : ils sont au nombre de trois (3) à savoir le taux de rendement des actifs, le ratio de liquidité de l'actif ainsi que le ratio de capitalisation. Au 31/12/2007, ils sont respectivement estimés à 10% ; 12% et 24%. Il ressort de ces chiffres que les IMF burundaises n'ont pas encore mis en place une politique de placement de leurs ressources.
- **Indicateurs d'activité** : L'activité des IMF est appréciée à partir de cinq (5) indicateurs qui sont le montant moyen des crédits décaissés, le montant moyen de l'épargne par épargnant, l'encours moyen de crédit par emprunteur, l'encours moyen de crédit ainsi que le total du bilan. Au 31/12/2007, ces indicateurs sont respectivement estimés à 406 586 ; 76 732 ; 337 833 ; 1 462 114 478 et 4 667 576 399. Les IMF burundaises doivent faire beaucoup d'efforts pour relever le niveau d'activité et leur taille.

➤ Indicateurs non financiers

Les institutions de microfinance qui ont participé dans l'élaboration de ce rapport emploient 508 personnes pour servir 41 126 emprunteurs et 259 394 épargnants. Elles se rapprochent davantage de la population cible car elles disposent de 142 points de service répartis, de façon inégale certes, sur tout le territoire national. La répartition des clients ou membres par genre, individu ou groupement ainsi que celle des crédits par secteur d'activité ne sont pas encore établies par toutes les institutions.

➤ Ratios prudentiels

Les normes prudentielles de gestion conformément au décret qui régleme les activités de microfinance au Burundi ne sont pas toutes respectées.

INTRODUCTION

L'analyse des indicateurs de performances des institutions de microfinance est un élément important pour promouvoir le secteur de la microfinance.

Le RIM en tant qu'association professionnelle des praticiens de la microfinance au Burundi est déjà à la cinquième édition de l'analyse et de la publication du rapport sur les performances des institutions de microfinance membres.

L'importance des indicateurs de performance, pour les institutions de microfinance, n'est plus à démontrer:

- Ils contribuent à la professionnalisation du secteur de la Microfinance

Ils sont des outils privilégiés très utilisés dans la gestion des IMF et l'amélioration de la prise de décision. Ils constituent donc des instruments de diagnostic et un outil d'aide à la prise de décision pour les dirigeants. Leur analyse dans le temps permet aux IMF en phase de développement d'avoir des repères de travail et d'évaluer leur performance.

- Ils favorisent la transparence et renforcent la confiance des acteurs et du public

Ils constituent un gage de transparence pour les clients, les autorités de surveillance, les partenaires. La publication de rapport sur les indicateurs harmonisés contribue à renforcer la confiance dans le secteur. Cette publication donne au public des informations pour se prémunir contre les institutions en mettant en exergue leurs dysfonctionnements.

- Ils favorisent un suivi plus rapproché des IMF

La production d'indicateurs harmonisés de performance à des périodicités rapprochées (par exemple trimestriellement) permet aux responsables des IMF d'avoir une vue d'ensemble de leur institution et d'apporter au fur et à mesure des ajustements à leur gestion.

- Ils constituent une base de référence pour l'accès au financement

Les indicateurs de performance peuvent être utilisés comme outil de négociation pour mobiliser des ressources auprès des bailleurs de fonds, des banques et surtout pour inciter et rassurer les épargnants.

Ce rapport a été réalisé sur base des données collectées issues des états financiers audités ou non des sept (7)¹ institutions de microfinance sur les treize (13)² membres du RIM au 31 décembre 2006. Il permet aux lecteurs de disposer des informations techniques fiables sur le secteur au cours de l'année 2006.

¹ Il s'agit des IMF suivantes : CECM, COSPEC, HFB SA, FENACOBU, UCODE-MF, FSTE et MUTEK SA. Les autres institutions n'ayant pas encore à mesure d'établir des états financiers pouvant permettre le calcul des indicateurs de performance.

² Il s'agit des institutions suivantes : TWITEZIMBERE, BNDE, COPED, CECM, TURAME COMMUNITY FINANCE SA, COSPEC, HOPE FUND BURUNDI SA, FENACOBU, UCODE, FSTE, CODEC, FDC et MUTEK. Néanmoins, au courant de l'année 2007, le Fonds de Développement Communal (FDC) a changé de dénomination et d'activités tandis que CODEC a cessé ses activités.

I. INDICATEURS FINANCIERS

Les performances financières des IMF burundaises sont analysées à travers vingt (20) ratios regroupés en cinq (05) catégories :

- La rentabilité
- La qualité du portefeuille
- L'efficacité et la productivité
- La gestion du bilan
- L'activité

I-1. RENTABILITE OU VIABILITE FINANCIERE DES IMF

La rentabilité d'une institution de microfinance est sa capacité à couvrir ses charges d'exploitation par ses produits d'exploitation pour dégager des excédents. Les produits d'exploitation proviennent pour l'essentiel des intérêts et commissions reçus sur les crédits accordés aux clients. Pour ce qui est des charges d'exploitation, nous pouvons citer les charges financières, les frais généraux, les dotations aux amortissements et aux provisions. Une IMF est donc rentable quand ses produits d'exploitation dépassent ses charges d'exploitation; l'IMF affiche donc un résultat net positif.

La rentabilité des IMF est mesurée à partir de six (06) indicateurs : rentabilité des fonds propres (rentabilité financière), rendement sur actif, autosuffisance opérationnelle, autosuffisance financière, marge bénéficiaire et le coefficient d'exploitation.

a. Rentabilité des fonds propres

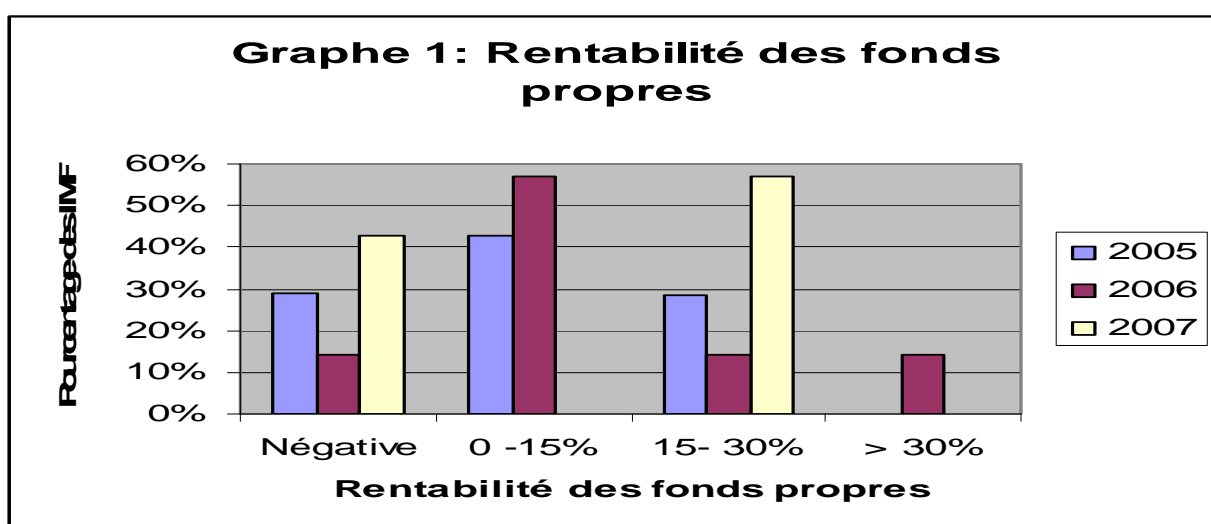
La rentabilité des fonds propres indique la rentabilité de l'institution. Ce ratio est particulièrement important pour les entités privées ayant des actionnaires recherchant le profit spécialement les IMF de deuxième catégorie à savoir les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitées.

Pour ces investisseurs privés, ce ratio est d'une importance primordiale, puisqu'il mesure le retour sur leur investissement effectué dans l'institution. Cependant, vu que la plupart des IMF sont sans but lucratif, ce ratio est plutôt utilisé comme indicateur alternatif pour mesurer la viabilité commerciale.

La rentabilité des fonds propres est en moyenne de -5% au 31 décembre 2007, ce qui signifie que sur 100 BIF de fonds propres investis, les IMF perdent en moyenne 9BIF. Malgré ce résultat non satisfaisant, car il est négatif, on remarque une variabilité de ce ratio d'une

institution à une autre. Il varie entre - 62% et 24% au 31 décembre 2007. Sur sept (7) institutions ayant fournies toutes les informations nécessaires au calcul de ce ratio, quatre (4) ont un ratio positif et trois (3) autres ont un ratio négatif.

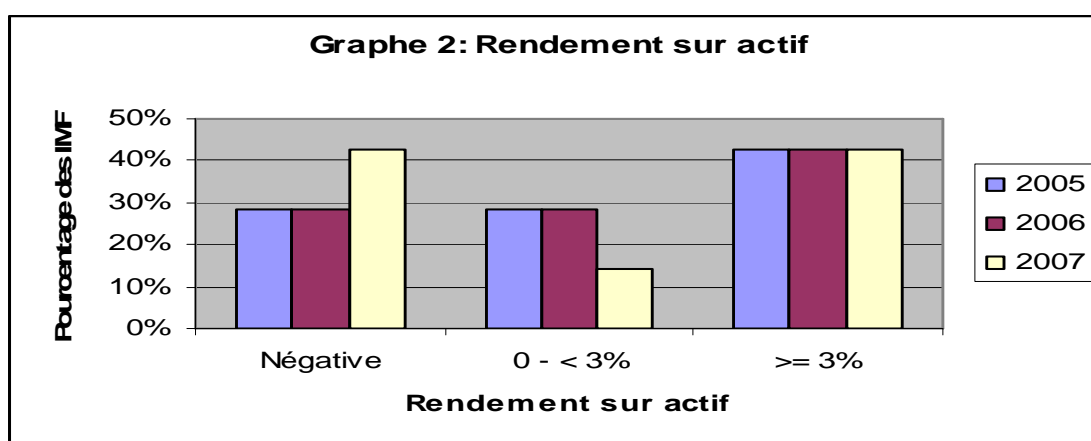
En 2006, la rentabilité des fonds propres s'établissait à 14% et variait entre -2% et 62%. Cette situation illustre bien les difficultés qu'ont certaines institutions pour faire face à leurs charges d'exploitation pour pouvoir dégager des excédents hors subventions. Un effort doit donc être continuellement fourni par les IMF pour maîtriser les charges d'exploitation.



b. Rendement sur actif

Le rendement sur actif est une mesure générale de rentabilité qui reflète aussi bien la marge de profit que l'efficacité de l'institution. Plus simplement, elle mesure la façon dont l'institution utilise ses actifs. Il est estimé en moyenne à 0% au 31 décembre 2007. Cela veut dire qu'en moyenne 100 BIF de l'actif ne génèrent ni un profit ni une perte car il est de 0% pour l'ensemble des institutions. Les IMF ont un problème de maîtrise des charges d'exploitation car il était estimé en moyenne à 1% en 2006.

Comme la rentabilité des fonds propres, le rendement sur actif est assez variable : il varie entre -7% et 8%. Comme pour la rentabilité des fonds propres, trois institutions ont un rendement sur actif négatif et quatre autres ont ce ratio positif c'est-à-dire supérieur à 0%.

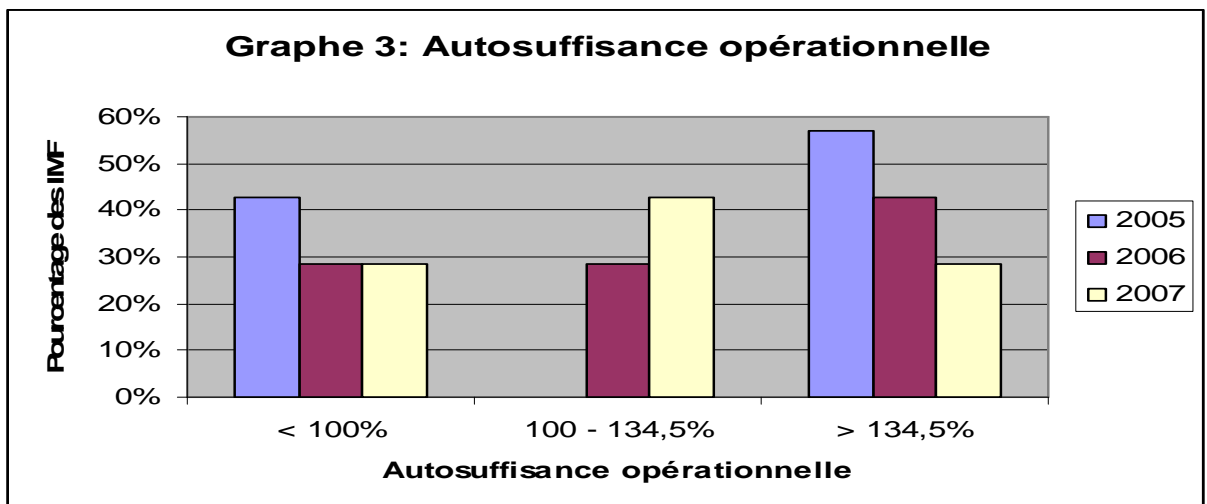


c. Autosuffisance opérationnelle

Le ratio d'autosuffisance opérationnelle traduit la capacité de l'institution à couvrir ses charges d'exploitation par ses produits d'exploitation. Il est estimé, au 31 décembre 2007 à 115%. Ce ratio montre que les IMF ne sont pas autosuffisantes par rapport à la norme mondiale qui est de 134.5%.

Ce ratio d'autosuffisance opérationnelle est variable d'une IMF à une autre : elle varie entre 85% et 177%. Il est à noter que seulement deux IMF ont un ratio d'autosuffisance opérationnelle inférieur à 100% tandis que cinq autres ont ce ratio supérieur à 100% parmi lesquelles deux institutions seulement ont un ratio d'autosuffisance opérationnelle supérieur à la norme mondiale.

Par rapport à 2006, l'autosuffisance opérationnelle s'est détériorée de 5% (elle est passée de 120 à 115%). Cela signifie que les charges d'exploitation ont augmentés plus que les produits d'exploitation.



d. Autosuffisance financière

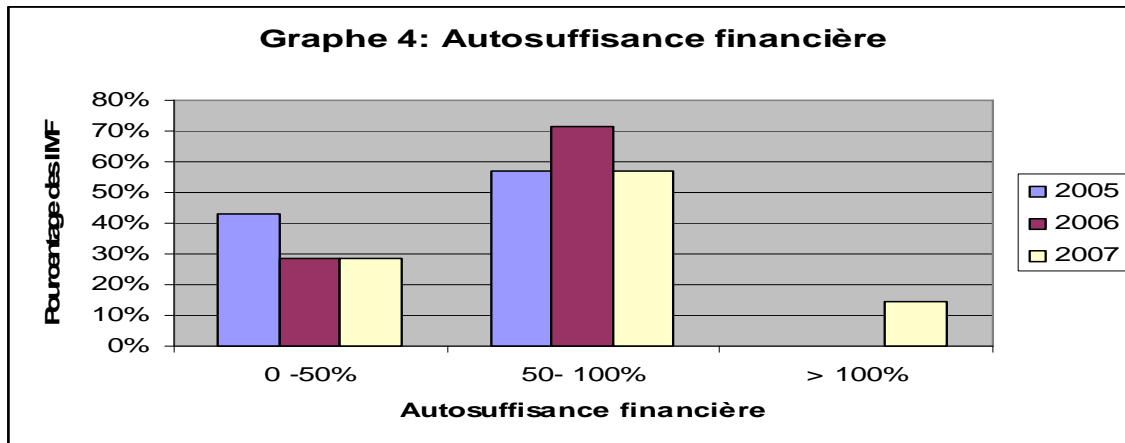
Le ratio d'autosuffisance financière est important pour les IMF dans la mesure où il indique dans quelle proportion une IMF peut assurer le financement de ses coûts en tenant compte de plusieurs retraitements apportés aux produits et charges d'exploitation au titre de l'inflation, du coût commercial des ressources et des subventions.

Elle permet de mesurer la capacité de l'IMF à assurer le financement de ses coûts si l'absence de subvention de ses activités la forçait à recourir à un endettement à des taux commerciaux pour financer sa croissance. Ce ratio traduit donc la pérennité financière de l'institution.

L'autosuffisance financière s'établit à 67% au 31 décembre 2007. Pour l'ensemble des IMF, elle varie entre 43 et 103%. Une seule institution a un ratio d'autosuffisance financière supérieure à 100%.

Il est important que les IMF atteignent au minimum 100% de ce ratio. Pour y arriver, les IMF doivent agir sur les facteurs suivants :

- ✚ Maîtriser les charges d'exploitation et
- ✚ Augmenter sensiblement les produits d'exploitation.



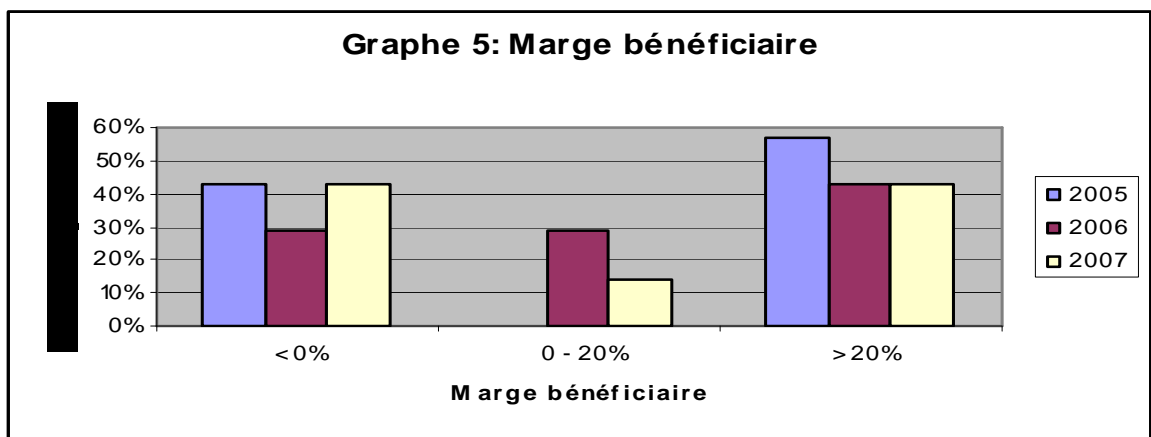
A partir de ce graphe, la conclusion à tirer est qu'une seule IMF a déjà atteint la pérennité financière.

e. Marge bénéficiaire

La marge bénéficiaire indique la proportion des produits qui est traduite en excédent d'exploitation.

En 2007, elle est en moyenne de -9%. Elle varie de -50% à 44% et quatre (4) institutions sur les sept concernées par cette étude ont une marge bénéficiaire supérieure à 0%.

Il est à signaler que les IMF n'ont pas fait un effort remarquable pour remonter la pente durant cette année 2007 car la marge bénéficiaire se situait à 0% en 2006. Il n'en serait être autrement étant donné que les charges d'exploitation ont plus augmenté que les produits d'exploitation.



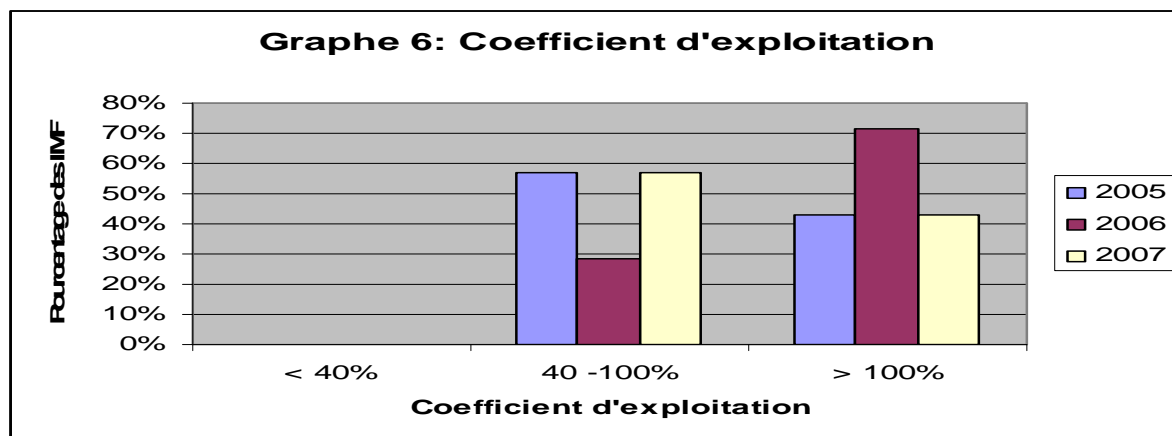
f. Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation mesure la proportion des produits financiers nets qui est absorbée par les frais généraux.

Il s'établit en moyenne à 233% au 31 décembre 2007. Cela signifie que sur 100 BIF de produits financiers nets, 233BIF sont déjà absorbés par les frais généraux. Les IMF ont plus que régressées car il se situait à 127% en 2006.

Pour l'ensemble des IMF, il varie entre 45 et 572%. Aucune IMF n'a pu avoir pour ce ratio une valeur en dessous de 40% (norme dans la zone CEDEAO) ; trois IMF ont une valeur supérieure à 100%, ce qui signifie que leurs frais généraux sont nettement supérieurs aux produits financiers nets.

Elles doivent par conséquent renforcer le service crédit pour pouvoir augmenter le volume des crédits et partant les produits financiers.



I-2. QUALITE DU PORTEFEUILLE DES IMF

La qualité du portefeuille est très importante pour les institutions de microfinance. Le portefeuille est le principal actif d'une institution de microfinance, car c'est à partir du portefeuille que l'institution génère des produits financiers (ses revenus). Il montre la partie du portefeuille de crédit « contaminée » par les impayés et présentant donc un risque de ne pas être remboursé. Plus la durée du retard de paiement est grande, moins le prêt a de chances d'être remboursé.

La qualité du portefeuille est appréciée à travers le taux de portefeuille à risque (1 à 29 jours, 30 à 89 jours et 90 à 179 jours), le taux de provisions sur créances en souffrance et le taux de perte sur créances.

Malheureusement, la plupart des institutions de microfinance burundaises n'ont pas encore compris pourquoi est-il nécessaire de fournir un effort pour disponibiliser les informations nécessaires au calcul de ces ratios. Elles n'établissent pas encore la balance des impayés. Sur sept IMF concernées par ce rapport, seulement trois institutions ont pu fournir ces données.

Nous les encourageons d'aller de l'avant et sollicitons les autres de leur emboîter le pas en améliorant leur système d'information de gestion car les impayés sont un monstre caché pour les IMF. Il est donc impossible d'apprécier la situation générale du secteur à partir des données fournies par trois institutions seulement.

Avec l'appui des partenaires techniques et financiers, nous espérons que leur SIG sera amélioré et pourront fournir toutes les informations indispensables dans l'analyse de l'état de santé des IMF.

I-3. EFFICACITE ET PRODUCTIVITE DES IMF

I.3.1 Efficacité

L'efficacité des institutions de microfinance mesure leur capacité à maîtriser les coûts de leurs opérations. D'une façon générale, on mesure si les charges (charges d'exploitation, frais généraux, charges du personnel) engagées sont en proportion raisonnable avec le volume de l'activité de crédit. Au total, quatre (04) indicateurs sont calculés pour analyser l'efficacité des IMF: Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit, ratio des frais généraux rapportés au portefeuille de crédit, ratio des charges du personnel ainsi que rendement du portefeuille.

a. Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit

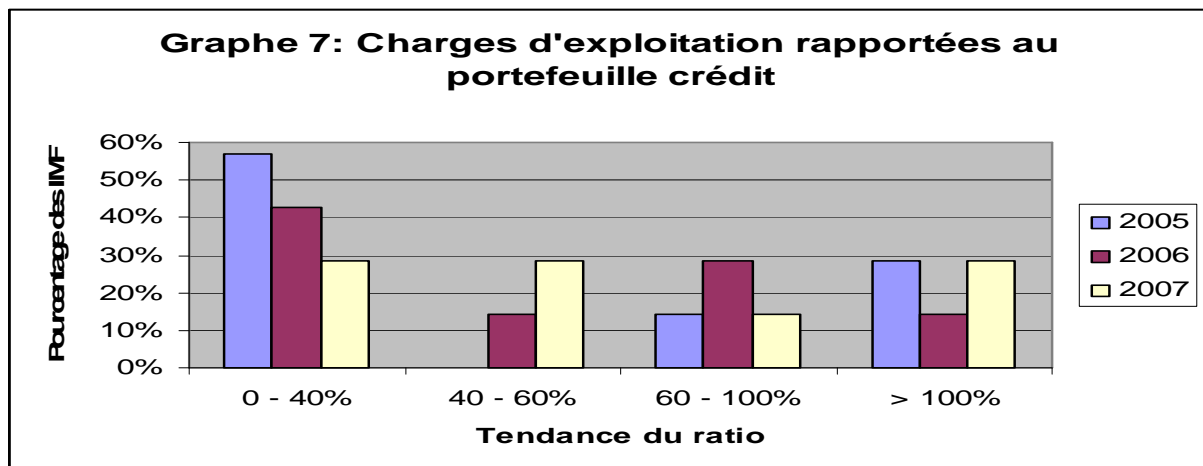
Ce ratio mesure les coûts nécessaires à l'institution pour fournir ses services de crédits. Il permet de vérifier si les charges engagées sont en proportions raisonnables avec l'activité de crédit de l'institution. Plus le ratio de charges d'exploitation est faible, meilleure est l'efficacité de l'institution.

Il est estimé en moyenne à 66%, c'est-à-dire que pour 100 BIF de crédit octroyé, les frais de gestion s'élèvent à 66 BIF. La situation est variable d'une IMF à une autre car ce ratio varie de 111% à 22%.

Par rapport à l'année 2006, ce ratio s'est détérioré de 11%. Il était estimé à 55%. Il est à signaler que quatre (4) des sept (7) IMF concernées par cette étude ont pour ce ratio une valeur en dessous de 60%.

On remarque une nette détérioration de ce ratio en 2007 par rapport à l'année 2006. Les coûts supportés par les IMF sont très élevés. Des efforts doivent être fournis par les institutions, qui ont une valeur très élevée pour ce ratio, pour diminuer leur frais de gestion de crédit.

Elles doivent donc solliciter des subventions techniques et financières auprès des partenaires au développement pour pouvoir réduire ou maîtriser les charges. Ces subventions peuvent passer par des appuis aux IMF dans l'acquisition de moyens logistiques qui leur reviennent trop chers.

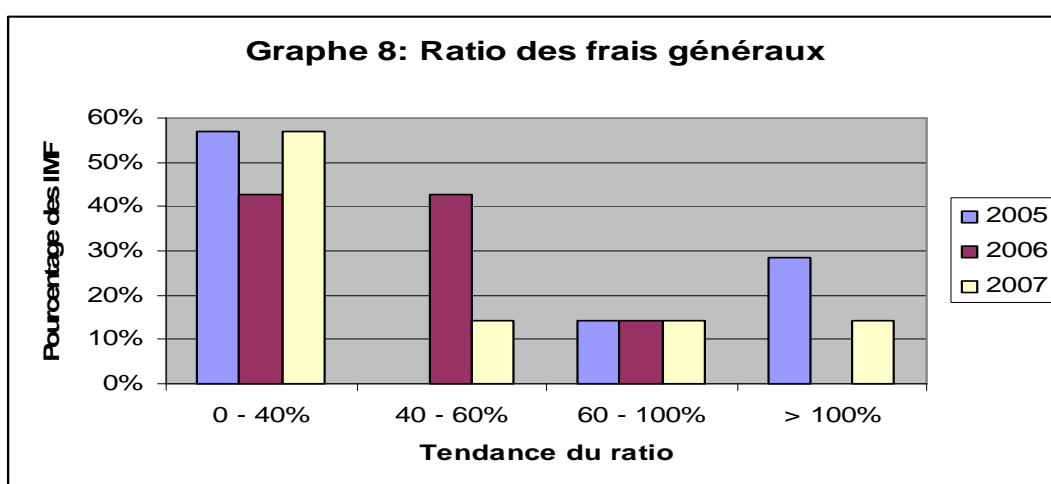


b. Ratio des frais généraux rapportés au portefeuille de crédit

Il représente le montant moyen des frais généraux par franc de crédits accordés. Il s'établit en moyenne à 44% en 2007 alors qu'il était de 37% en 2006. Cela veut dire que pour 100BIF de crédit accordés, les frais généraux (services extérieurs, charges du personnel, impôt et taxe,...) engagés pour sa gestion sont de 44BIF.

Pour l'année 2007, il varie entre 8% et 101%. Il est à signaler que trois (3) sur sept (7) IMF concernées par cette étude ont un ratio des frais généraux en dessus de 27.8% (référence mondiale).

Des efforts doivent être faits par les institutions, qui ont une valeur élevée pour ce ratio, pour diminuer sensiblement les frais généraux.

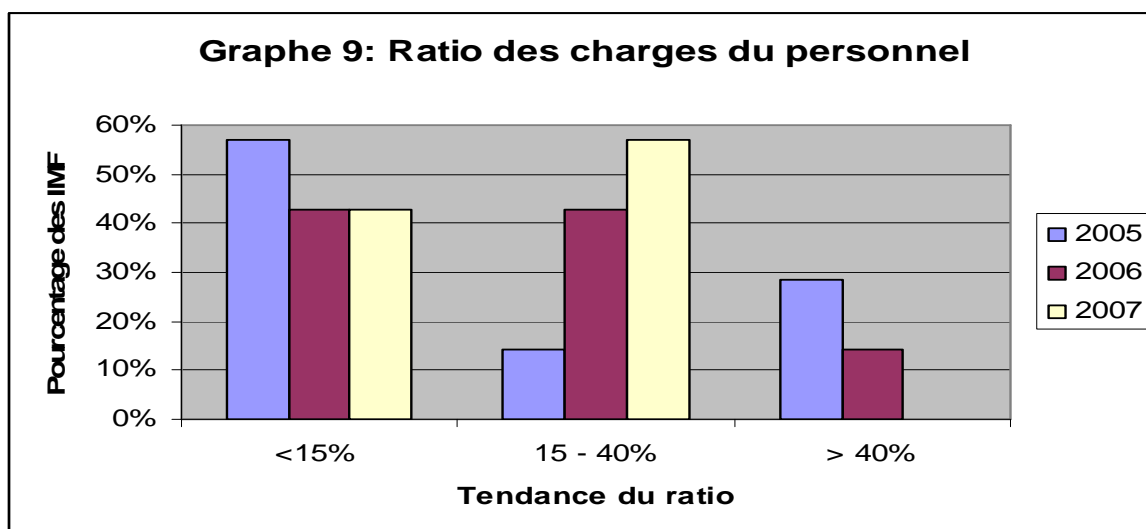


c. Ratio des charges du personnel

C'est le montant moyen des charges du personnel par franc de crédit accordé. Ce ratio cerne la productivité du personnel : plus le ratio est bas, meilleure est la productivité de l'institution.

Comparativement à 2006, ce ratio est en hausse de 1% en 2007. Il est estimé en moyenne à 18% alors qu'il était à 19% en 2006. La situation est différente d'une institution à une autre car ce ratio varie entre 4 et 37%.

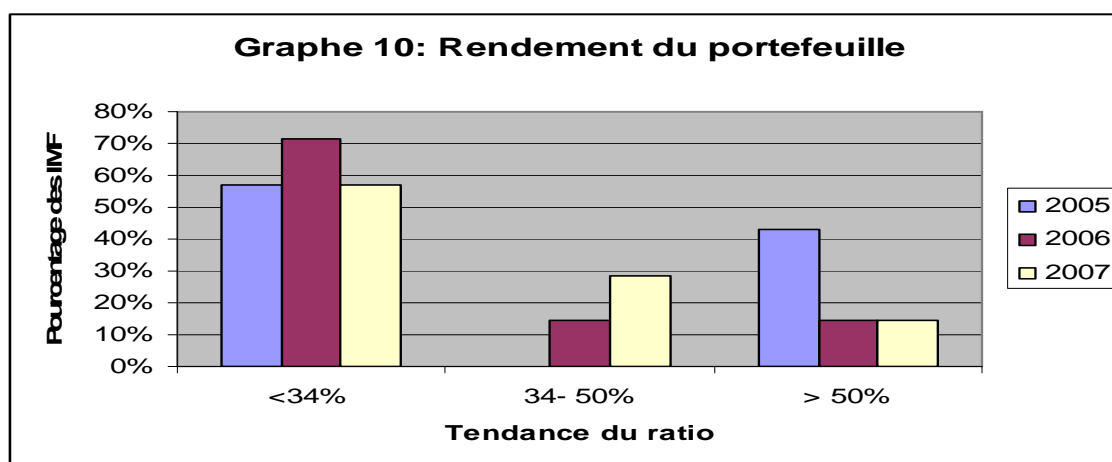
Il est à noter que seulement quatre (4) institutions ont un ratio des charges du personnel inférieur ou égal à 15% (référence de certains pays africains). Pour arriver à améliorer ce ratio, les IMF doivent agir sur l'augmentation du portefeuille crédit car la diminution des charges du personnel risque de démotiver ce dernier et conduire à la faillite des institutions.



d. Rendement du portefeuille

Il mesure la productivité du portefeuille de crédit. Il compare le produit des services de crédit (produits d'intérêts et commissions sur crédit) à la valeur de l'encours de crédit.

Pour l'année 2007, la situation s'est légèrement détériorée car le rendement du portefeuille des membres s'établit en moyenne à 34% alors qu'il était estimé à 32% en 2006. Pour l'ensemble des membres, il varie entre 12% et 71%.



A travers ce graphe, il apparaît que les institutions doivent travailler pour améliorer ce ratio, en augmentant sensiblement leurs produits et commissions par une offre de services de qualité à la clientèle.

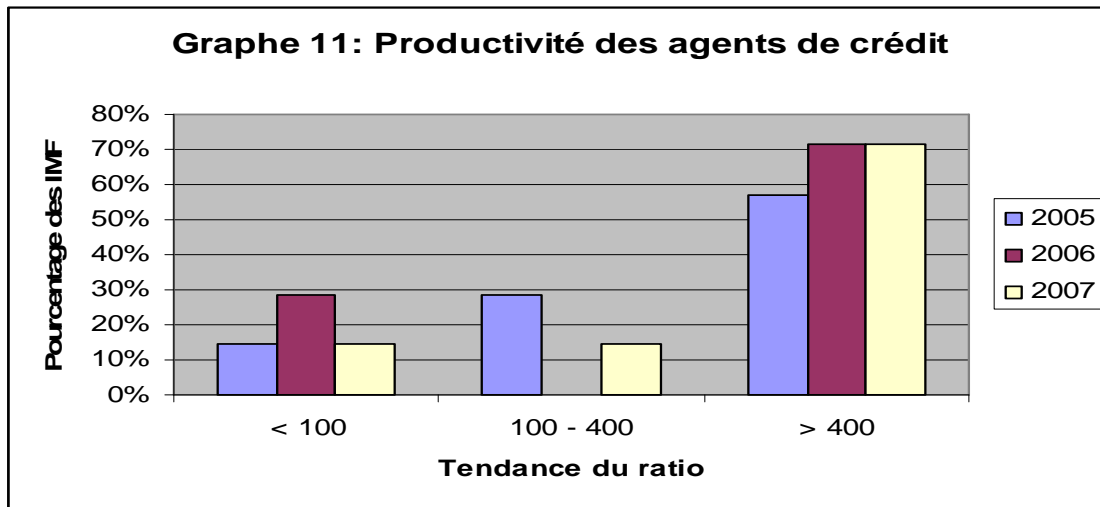
I.3.2 Productivité

La productivité mesure l'étendue de la portée par rapport à l'effectif du personnel. Elle donne une idée de la charge de travail effectuée par le personnel. Elle est mesurée à partir de 2 indicateurs : la productivité des agents de crédit et la productivité du personnel.

a. Productivité des agents de crédit

C'est le nombre de dossiers de crédit suivis par agent de crédit. Elle traduit l'efficacité du personnel affecté à la gestion du crédit.

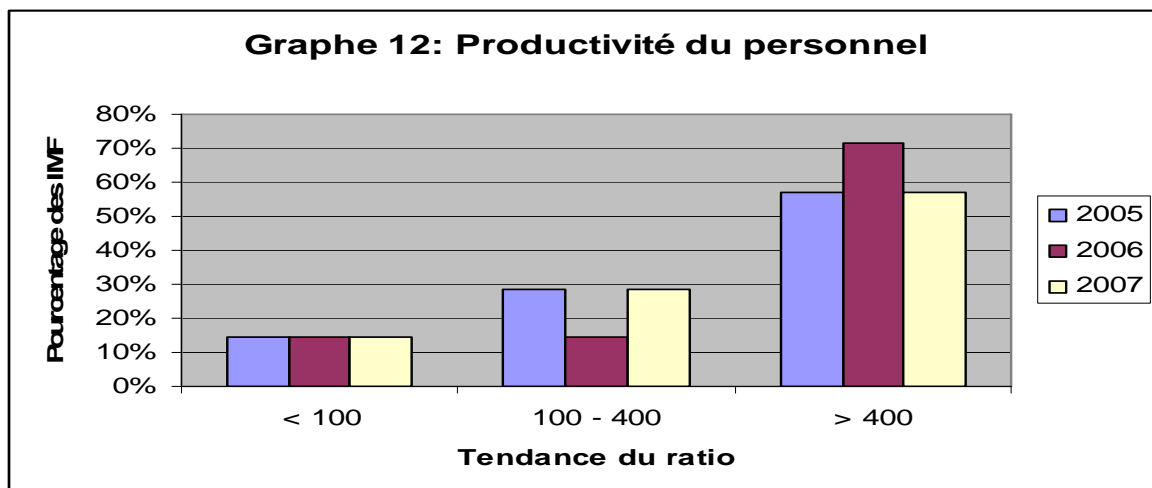
Ce ratio est resté le même en 2007 qu'en 2006. Il est de 743. Cela signifie qu'un seul agent de crédit suit 743 dossiers de crédit. Pour l'ensemble des IMF, ce ratio varie entre 50 et 1924. Les IMF qui ont ce ratio très élevé ont des partenaires techniques qui facilitent dans le travail d'accord et recouvrement des crédits et par conséquent supportent une partie des frais liés à l'activité crédit. Seules deux (2) institutions ont une productivité des agents de crédits à inférieure 400.



b. Productivité du personnel

C'est le nombre de clients actifs rapportés à tout le personnel. Ce ratio fournit une indication sur l'efficacité de tout le personnel.

La situation s'est détériorée en 2007 par rapport à l'année 2006 car il est passé de 415 en 2006 à 365 en 2007. Cela veut dire qu'un seul membre du personnel gère 365 clients actifs en 2007 alors qu'il gérait 415 clients actifs en 2006. Pour l'ensemble des IMF, il varie de 55 à 653.



I-4. GESTION DU BILAN

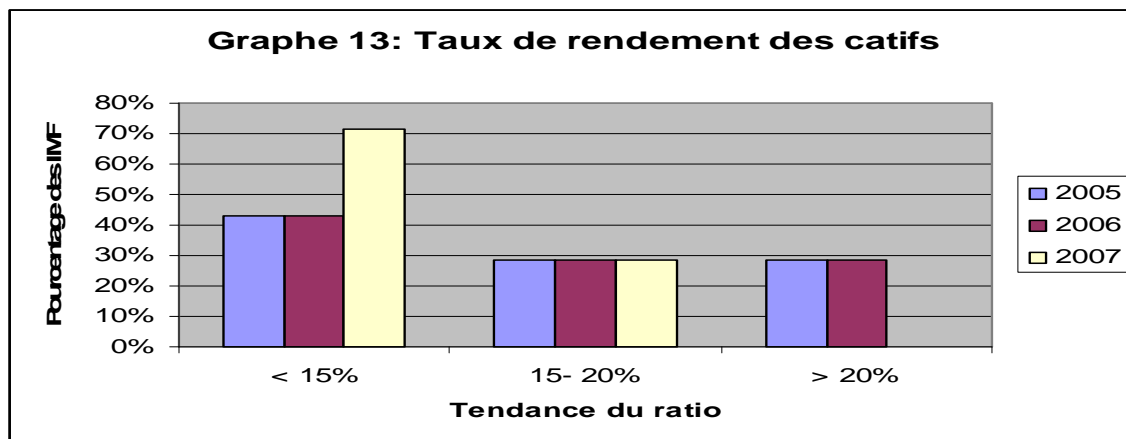
Mesurée à partir de trois (3) indicateurs, la gestion du bilan s'intéresse au rendement des actifs financiers de l'institution, au degré d'adéquation des fonds propres et à l'actif facilement transformable en liquidité.

a. Taux de rendement des actifs productifs

Il mesure le rendement des actifs financiers (fonds de crédit, dépôt à terme, prêts, placement à terme, immobilisations financières).

Le taux de rendement des actifs productifs s'est détérioré en 2007 par rapport à 2006 car il a chuté de 14% en 2006 à 10% en 2007. Cela signifie qu'un franc (1BIF) de l'actif productif a rapporté 0.10 BIF en 2007 contre 0.14% en 2006.

La situation est variée d'une institution à une autre : entre 7 et 15%. Il est à noter que toutes les institutions ont un taux de rendement des actifs inférieur à 20% (taux d'intérêt moyen des banques), ce qui montre que les IMF n'ont pas encore adopté une bonne politique de placement des ressources.

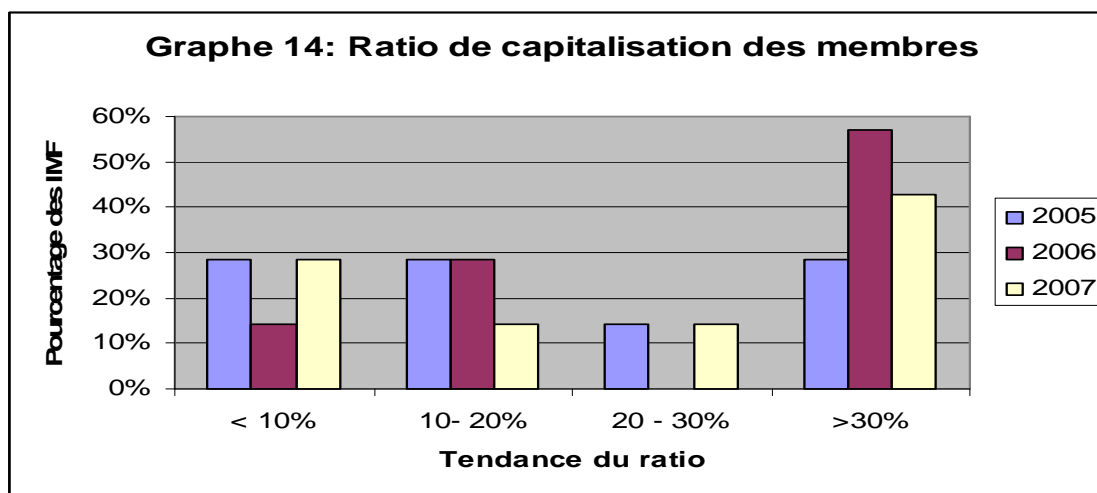


b. Taux de capitalisation

Il renseigne sur le degré d'adéquation des fonds propres par rapport à la taille de l'institution.

Ce taux a chuté en 2007 par rapport à l'année 2006 car il est passé de 26% à 24%, soit une diminution de 2%. Dans l'ensemble, ce taux varie entre 9% et 49%.

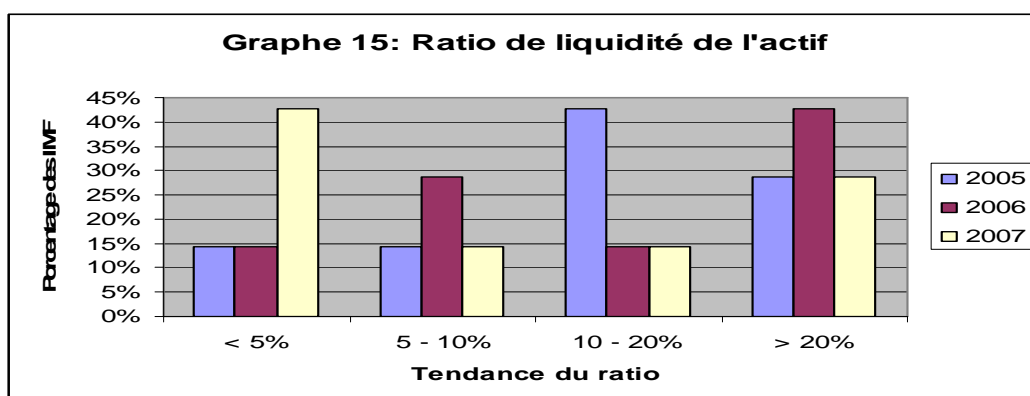
Cela signifie que les IMF burundaises ont financé en moyenne 24% de leur actif par les fonds propres.



A partir de ce graphe, on remarque qu'il y a une nette régression en 2007 par rapport à l'année 2006.

c. Ratio de liquidité de l'actif

Ce ratio mesure la proportion de l'actif liquide ou facilement transformable en liquidité. Il a chuté de 6% en 2007 par rapport à l'année 2006 car il est passé à 18% à 12%. Pour l'ensemble des IMF, il varie entre 2 et 28%. C'est un bon indicateur pour l'ensemble des institutions car il est supérieur à 1.



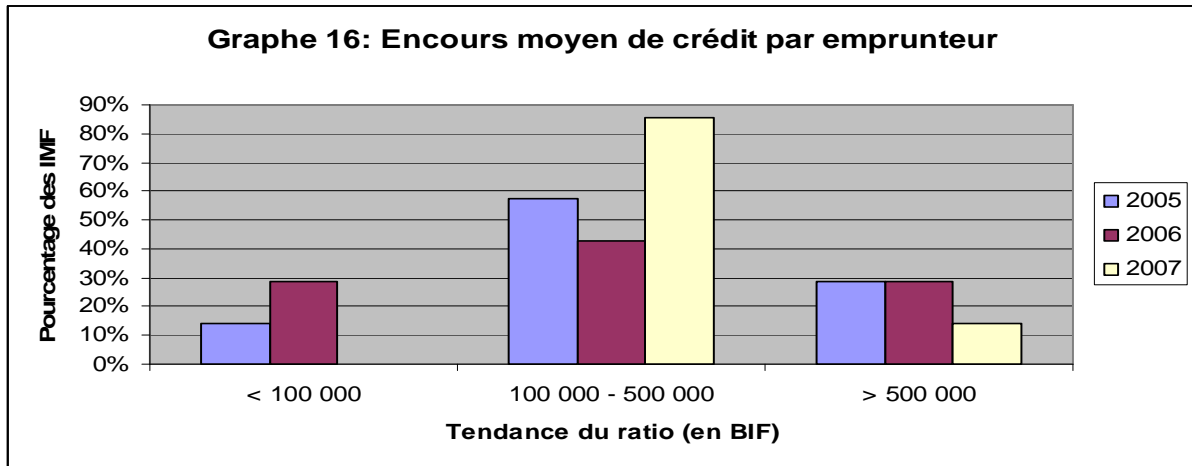
I-5. ACTIVITE

Les indicateurs utilisés pour apprécier le niveau d'activité des IMF et la taille des institutions sont : l'encours moyen de crédit par emprunteur, l'encours moyen de crédit, le total du bilan, montant moyen des crédits décaissés et l'encours de dépôt par déposant.

a. Encours moyen de crédit par emprunteur

C'est le montant moyen des engagements des membres ou bénéficiaires vis-à-vis de l'institution.

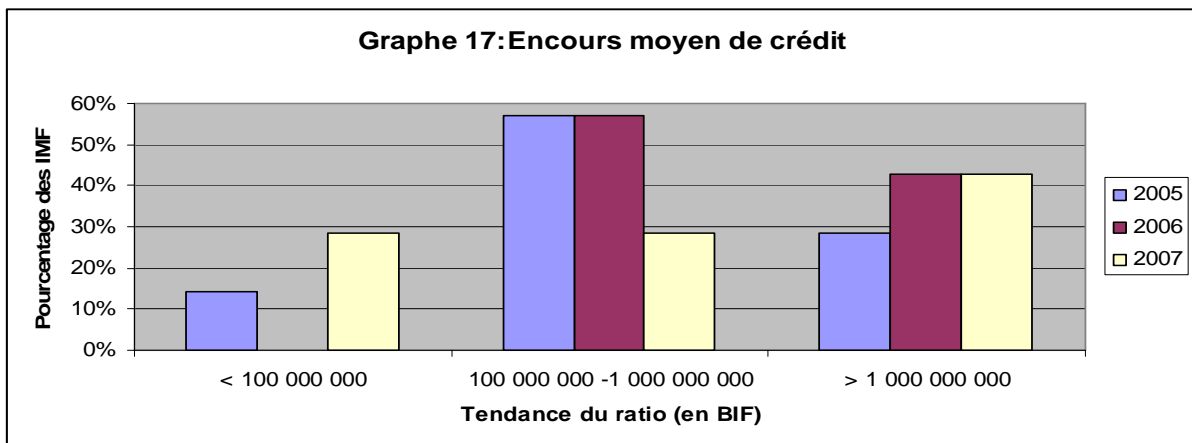
Il se situe à 337 833 BIF en 2007 alors qu'il était de 389 337 BIF en 2006. Il varie entre 103 255BIF et 575 482BIF.



b. Encours moyen des crédits

C'est le solde en capital des crédits qui se trouvent au niveau des emprunteurs mais qui ne sont pas encore remboursés. Cet indicateur donne une idée sur les tailles des institutions.

La taille des IMF a augmenté en 2007 par rapport à l'année 2006 car ce ratio est passé de 1 039 668 684BIF à 1 462 114 478 BIF. Il varie entre 67 044 618BIF et 4 083 037 834BIF.

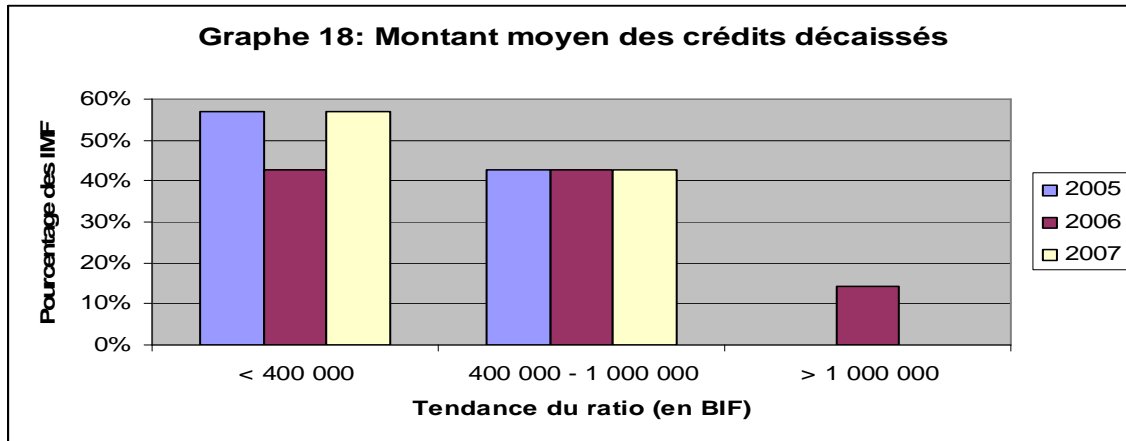


De ce graphe, il ressort que les IMF burundaises grandissent au fur du temps.

c. Montant moyen des crédits décaissés

Il indique le montant moyen des risques pris sur un membre ou bénéficiaire au cours de la période.

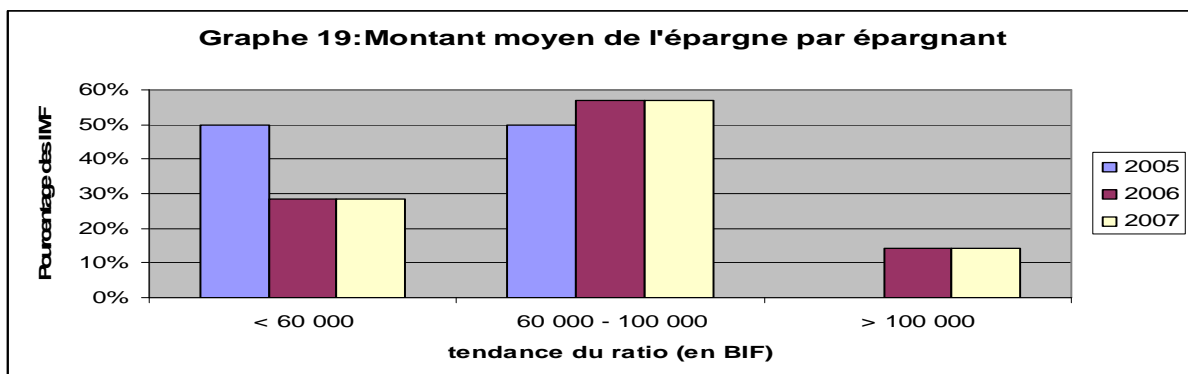
En 2007, le montant moyen des crédits décaissés a chuté par rapport à l'année 2006 car il est passé de 675 096BIF à 406 586BIF. Il varie entre 3 013BIF et 938 385BIF. Au total, les IMF concernées ont accordé des crédits d'une valeur de 9 050 404 509BIF en 2007 contre 7 146 080 982BIF en 2006. Ainsi, les IMF concernées par ce rapport ont sensiblement augmentées le volume des crédits accordés à leurs clients en 2007 par rapport à l'année 2006, soit 27%.



d. Montant moyen de l'épargne par épargnant

C'est le montant moyen des engagements de l'institution vis-à-vis de ses membres ou bénéficiaires.

La situation s'est toujours nettement améliorée d'année en année pour ce ratio. Il se situe à 76 732BIF en 2007 alors qu'il était de 69 140BIF et 49 796BIF respectivement en 2006 et en 2005. Il oscille entre 50 089BIF et 116 303BIF. Au total, l'ensemble des IMF concernées ont un encours d'épargne de 16 574 187 192BIF en 2007 contre 12 818 420 137BIF en 2006.



De ce qui précède, on conclut que les IMF apportent un grand intérêt à la collecte de l'épargne locale d'année en année.

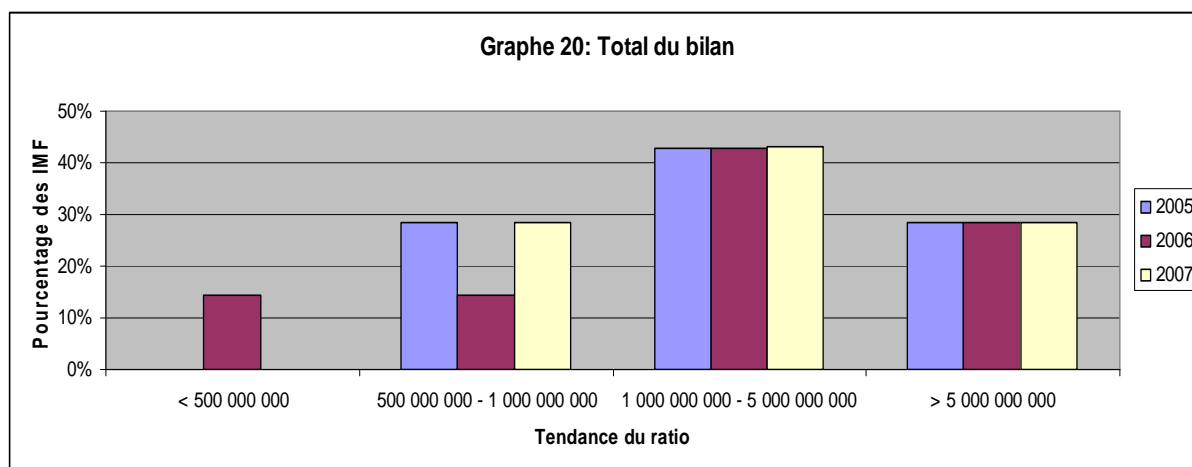
e. Total du bilan

C'est le montant total de l'actif ou du passif du bilan. C'est le cumul des bilans. Il renseigne sur la surface financière des institutions.

Il est estimé en moyenne à 4 667 576 399BIF en 2007 alors qu'il était de 3 782 712 457BIF en 2006.

Il est très variable d'une institution à une autre car il oscille entre 575 209 534BIF et 14 413 778 088BIF.

Cette grande variabilité montre bien les disparités qui existent entre les membres du RIM (grandes, moyennes et petites institutions). Ce qui fait sa richesse et sa force.



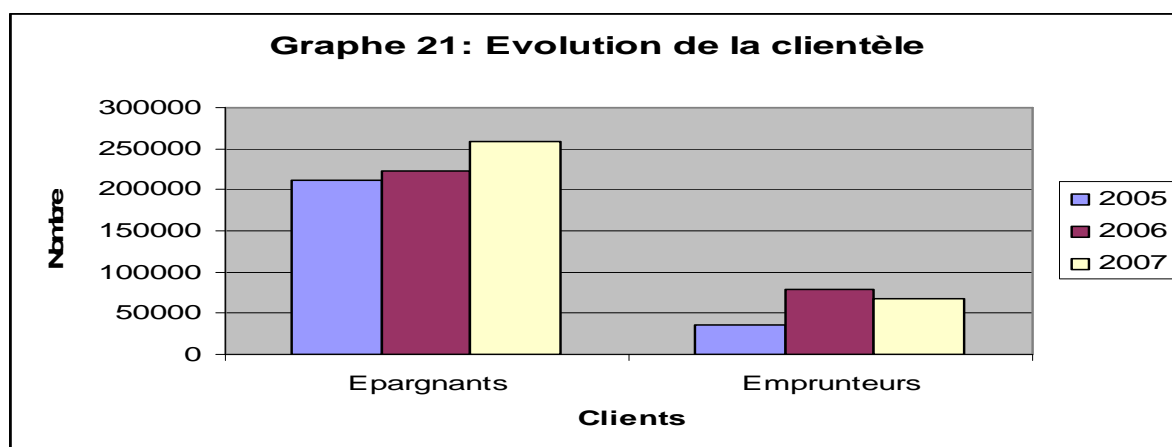
A partir de ce graphe, il ressort que la surface financière des IMF burundaise augmente au fur du temps.

II. LES INDICATEURS NON FINANCIERS

II -1. La clientèle

L'ensemble des IMF faisant l'objet du présent rapport ont touché en 2007 un nombre non négligeable de clients. Le nombre d'emprunteurs et d'épargnants est respectivement de 41 126 et de 259 394.

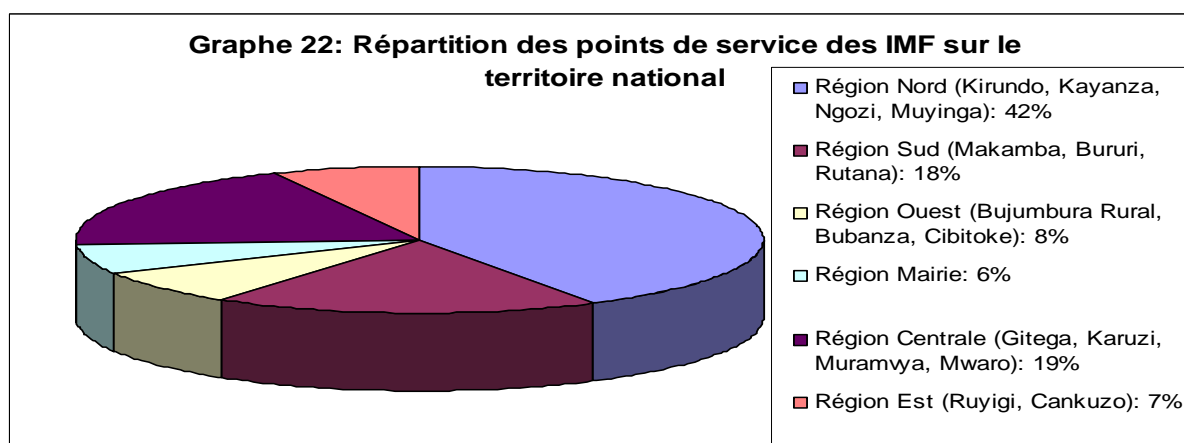
Contrairement à l'année 2006, le nombre d'emprunteurs a diminué sensiblement (de 38 106) alors que le nombre d'épargnants a augmenté (de 35 982). Cela pourrait expliquer en partie les mauvaises performances atteintes au niveau des indicateurs financiers durant l'année 2007.



Comme le montre bien ce graphe, alors que les institutions de microfinance burundaises avaient augmenté leur portée de 2005 à 2006 autant pour les épargnants que pour les emprunteurs, une régression en nombre d'emprunteurs s'est observée pour l'année 2007.

II - 2. Points de service

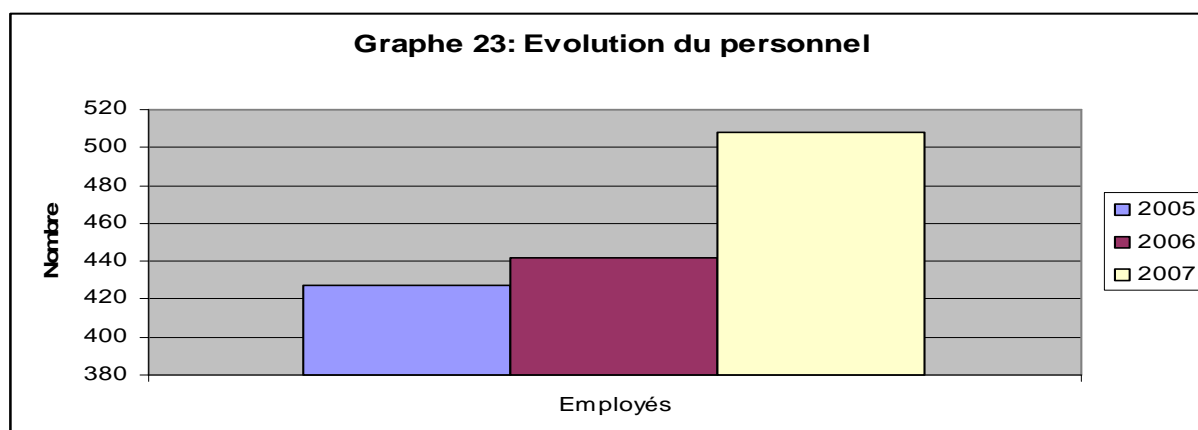
Les sept IMF faisant l'objet de ce rapport ont au total 142 points de service répartis sur tout le territoire national.



A partir de ce graphe, on remarque que toutes les régions du pays ne sont pas desservies de la même façon en services microfinanciers. Les quatre (4) provinces du Nord du pays à savoir Ngozi, Kayanza, Kirundo et Muyinga regorgent 59 points de service (soit 44%) que comptent les sept (7) IMF faisant l'objet de cette étude.

II -3. Autres indicateurs

Pour les sept IMF faisant l'objet de ce rapport, 508 employés dont 51 agents de crédit sont utilisés pour 41 126 prêts en cours en 2007.



De ce graphe, il ressort que le nombre de personnes employées dans les sept (7) IMF a augmenté au fur du temps. Il ne devrait en être autrement car le volume des activités l'a été également.

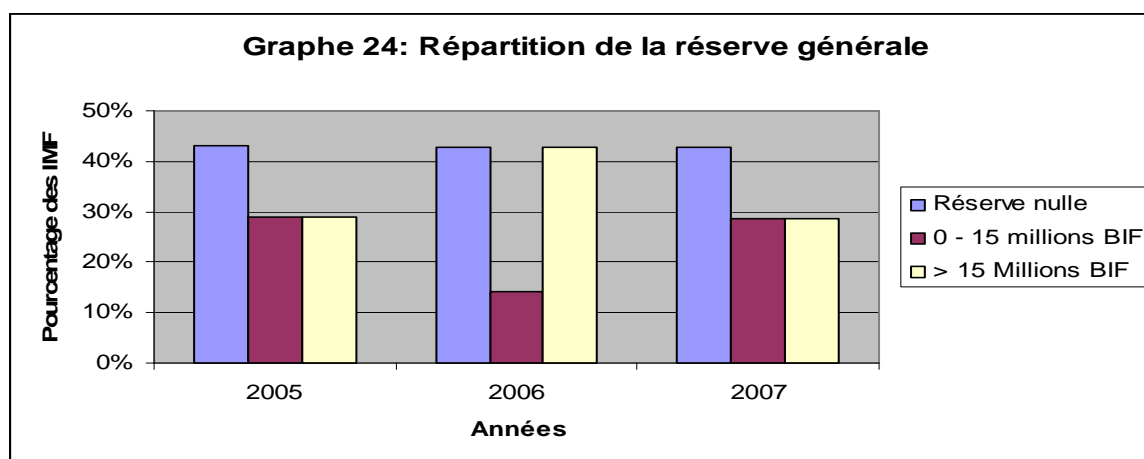
II. RATIOS PRUDENTIELS

III -1. Activités autres que l'épargne et le crédit

Les IMF concernées par ce rapport ne se livrent pas à d'autres activités à part le crédit et l'épargne.

III -2. Réserve générale

Dans le cas de ce rapport sur les performances, seulement quatre (4) institutions, soit 57% ont constitué la réserve générale totale qui s'élève à un montant cumulé de 176 460 202BIF. Les autres IMF (43%) n'arrivent pas à constituer des réserves pour consolider leurs fonds propres car elles ont des résultats déficitaires. La réserve générale moyenne est de 25 208 600BIF au 31 décembre 2007.

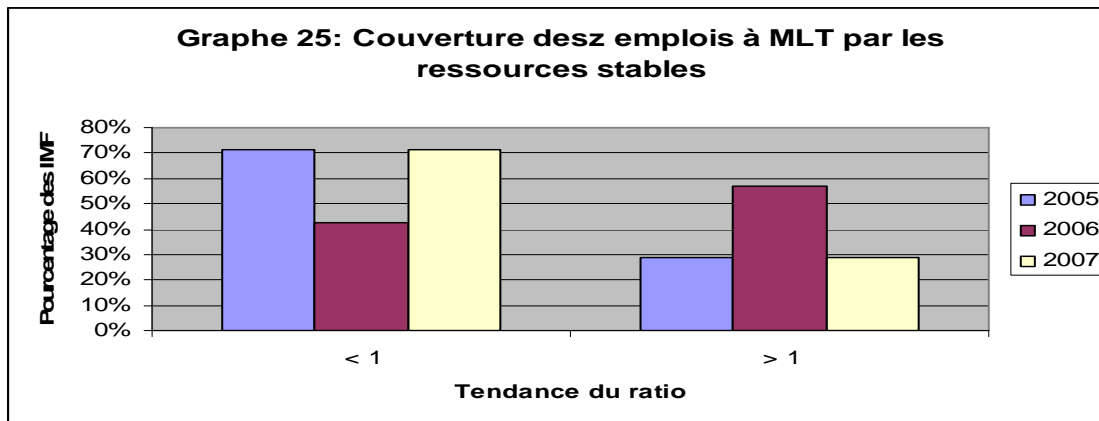


Il ressort clairement de ce graphe que la réserve générale varie d'une année à une autre mais toutes les institutions devraient faire beaucoup d'efforts pour rendre constamment leur résultat excédentaire.

III -3. Couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables

Les établissements sont tenus de couvrir, à tout moment, leurs emplois à moyen et long terme par des ressources stables. La norme reconnue est 1.

Il est estimé à 0.47 en 2007 alors qu'il se situait à 1.03 en 2006, ce qui signifie que les emplois à moyen et long terme sont en dessous des ressources stables. Les institutions sont appelées à fournir un effort pour couvrir les emplois à moyen et long terme par des ressources stables. La mobilisation des ressources stables doit être parmi leur priorité.



III -4. Limitation des risques portés par une institution

Les risques portés par une institution ne peuvent excéder 100% du volume total des dépôts de l'ensemble des membres. Cela signifie que la norme est 1.

Cet indicateur est estimé à 0.86 et varie entre 0.14 et 2,89. Les Institutions qui ont ce ratio supérieur à 1 doivent fournir plus d'efforts pour le ramener en dessous de 1.

III -5. Limitation des risques pris sur un seul membre

Une institution peut prendre, sur un membre, des risques pour un montant excédant 2.5% de ses dépôts.

Cet indicateur est estimé à 0.92%. Cela signifie que les IMF ne prennent pas des risques démesurés sur un seul client.

III -6. Norme de liquidité

L'ensemble des valeurs disponibles, réalisables et mobilisables à court terme d'une institution doit représenter en permanence, au moins 85% de l'ensemble de son passif exigible et de l'encours de ses engagements par signature.

La norme de liquidité est en moyenne estimée à 65% pour l'ensemble du secteur. Les IMF doivent par conséquent fournir un effort pour le relever tout au moins jusqu'au niveau de la norme.

CONCLUSION

Malgré la fragilité du secteur, la cherté des opérations et leur faible niveau de rentabilité combinés à une situation socio-économique préoccupante, les IMF burundaises font preuve de beaucoup d'efforts pour offrir des services financiers aux populations.

Des améliorations des produits, du renforcement des capacités des IMF, des systèmes d'information de gestion efficace ainsi que des innovations technologiques sont importants pour améliorer la rentabilité, la qualité du portefeuille, l'efficacité, la productivité et la portée des institutions de microfinance burundaises.

Tous les acteurs impliqués dans le secteur de la microfinance sont ici interpellés d'appuyer le secteur pour son véritable développement. Il s'agit notamment du Gouvernement, de la Banque Centrale, des banques commerciales, des investisseurs privés, des partenaires au développement, des organisations d'assistance technique et financière etc., chacun devant intervenir dans son domaine d'expertise en synergie et de façon concertée avec les autres acteurs. De la sorte, la microfinance touchera un grand nombre de gens et jouera réellement son rôle dans la réduction de la pauvreté au Burundi et l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.

Les perspectives du secteur de la microfinance au Burundi intéressent présentement autant les partenaires au développement que les IMF et les bénéficiaires. Elles dépendent de la volonté politique du Gouvernement à soutenir le secteur et des partenaires au développement qui accompagnent les IMF dans leur recherche de pérennité financière. Elles dépendent aussi de la gestion saine et transparente qui doit caractériser les dirigeants des IMF et partant la confiance de la population.

Le Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi, RIM, ayant compris son rôle prépondérant dans ce vaste chantier de professionnalisation du secteur de la microfinance au Burundi, axe ses interventions suivant cinq objectifs stratégiques contenus dans son deuxième plan d'affaires 2008-2010 à savoir:

- Améliorer les performances et les capacités des IMF ;
- Renforcer la collaboration et les échanges entre les acteurs du secteur de la microfinance ;
- Améliorer le fonctionnement, l'image, la visibilité et la viabilité du RIM ;
- Contribuer à l'amélioration de l'environnement juridique et politique du secteur de la microfinance au Burundi ;
- Améliorer et accroître la diffusion d'informations sur le secteur de la microfinance (RIM devient un véritable portail de microfinance au Burundi).

Le RIM est pertinemment convaincu qu'investir dans la microfinance permet de lutter contre la pauvreté. C'est aussi contribuer à la paix sociale car, au-delà du simple soutien financier, les bénéficiaires des services microfinanciers retrouvent la sérénité, l'espoir et la dignité. L'enjeu de la microfinance n'étant autre que de bancariser la couche de la population oeuvrant dans de nombreuses sphères désertées par les banques classiques car ces dernières les considèrent comme non rentables et très risquées à l'instar du secteur rural, de l'informel urbain, des petits et moyens salariés, des artisans, etc.